



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique :

UNIVERSITÉ DE RENNES
Direction des Affaires Financières et de la Politique d'Achat / Pôle des Achats
Campus de Beaulieu 263 avenue Général-Leclerc - CS74205
35065 RENNES CEDEX

Objet de la consultation :

Prestation de conception de formations continues et micro-certifications en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité (CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)

établi en application du Code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée (services sociaux et autres services spécifiques)
en application du Code de la commande publique
Articles L2123-1 2°, R2123-1 3°, R2123-4, R2123-5 + Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques annexé au Code de la commande publique

Référence Consultation : **2025023PAF**

Date et heure limites de remise des offres :
MERCREDI 2 JUILLET 2025 à 11h30
(Heure de Paris)

Version établie en date du 06/06/2025

ATTENTION : réponse électronique imposée sur la plate-forme Place

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article premier - Objet de la consultation	3
Article 2 – Type de consultation	3
Article 3 - Dispositions générales	4
3-1- Décomposition du marché	4
3-2- Variante	4
3-2-1 Variantes alternatives	4
3-2-2 Variantes pour prestations supplémentaires éventuelles (VPSE, PSE ou options)	4
3-2-3 Variantes pour prestations supplémentaires éventuelles (VPSE) libres	4
3-3- Visite des lieux	4
3-4- Mode de règlement	4
3-5- Forme juridique de l'attributaire	4
3-6- Compléments à apporter au cahier des charges	5
3-7- Modification de détail au dossier de consultation	5
3-8- Nomenclature communautaire pertinente	5
3-9- Contenu du dossier de consultation	5
3-10- Marché complémentaire pour la réalisation de prestations similaires	5
Article 4 – Durée - Délais d'exécution ou de livraison	6
Article 5 - Délais de validité des propositions.....	6
Article 6 - Présentation des propositions	6
6-1- Date et heure limites de remise des offres	6
6-2- Documents à produire	6
6-3- Langue de rédaction des propositions	7
6-4- Unité monétaire	7
6-5- Modalité de la remise des plis de manière dématérialisée	7
Article 7 - Modalités de réponse	8
Article 8 - Jugement des propositions	8
Article 9 - Litiges	10
Article 10 - Renseignements complémentaires	10

Article premier - Objet de la consultation

Prestation de conception de formations continues et micro-certifications en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité (CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)

Le projet CyberSkills4All (CS4A) est un AMI CMA France 2030 qui réunit dix acteurs majeurs de la formation et de la cybersécurité porté par l'Université de Rennes avec l'objectif de développer des parcours de sensibilisation et de formation, du Bac+1 au Bac+8 (<https://www.univ-rennes.fr/cyberskills4all>).

Les acteurs du projet sont : l'Université de Rennes, l'Université Bretagne Sud, Rennes School of Business, l'ENSTA, l'ENIB, le GIP de Formation de l'Académie de Rennes, le GIP France Université Numérique, le Pôle d'excellence Cyber, la société Orange et le Campus des métiers et des qualifications d'excellence numérique, photonique et cybersécurité. L'Université de Rennes a été désignée comme établissement en charge du portage administratif et financier de ce projet

Afin de répondre à des besoins en compétences spécifiques en cybersécurité, le projet CyberSkills4All développe des micro-certifications en concluant des marchés de prestations de services avec des opérateurs économiques spécialisés dans ce domaine. Ces marchés d'élaboration de micro-certifications et formations continues en ligne sont mis en place et coordonnés par l'Université de Rennes, établissement porteur du CMA CS4A.

Conditions/modalités du projet d'achat : Les candidats devront se conformer aux prescriptions ci-dessous :

- Les candidats dont la langue d'enseignement est le français. Cependant, les formations pourront être conçues et réalisées en anglais si son usage est jugé opportun par l'Université de Rennes.
- Les candidats dont les structures relèvent de la cybersécurité souveraine, en adéquation avec la stratégie nationale France 2030 de développement de la souveraineté numérique dont dépend le projet CyberSkills4All. Les candidats devront expliciter dans leur offre tous les outils et toutes les mesures mises en œuvre pour se conformer avec cette problématique de cybersécurité souveraine, certifications et modes opératoires à l'appui.
- Les formations proposées en blended learning et asynchrones.

Le projet d'achat de prestations se fera en deux phases dont le calendrier est estimé ainsi :

- Phase 1 – 2025 : élaboration de six micro-certifications (objet de la présente consultation) ;
- Phase 2 – 2026 : élaboration d'une dizaine de micro-certifications (objet d'une seconde consultation qui sera publiée dans plusieurs mois).

Article 2 – Type de consultation

Pour la présente consultation, la procédure de passation appliquée est celle de la procédure adaptée (services sociaux et autres services spécifiques), en application des articles L2123-1 2°, R2123-1 3°, R2123-4, R2123-5 du Code de la commande publique et de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques annexé au même Code.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés susvisés de la présente consultation est **le CCAG-FCS** :

CCAG « Fournitures Courantes et de Services » (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services – publié au JORF du 1er avril 2021), réputé connu des candidats et non fourni au présent dossier de consultation.

Article 3 - Dispositions générales

3-1- Décomposition du marché

Le présent appel d'offres est décomposé en **SIX (6) LOTS** au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique correspondant aux marchés conclus de manière séparée définis ci-après :

- Lot 1 : Réaliser une rétro-ingénierie réseau et système
- Lot 2 : Analyse après incident
- Lot 3 : Analyser les flux réseaux
- Lot 4 : Analyser les journaux
- Lot 5 : Définir une architecture de système d'information sécurisée
- Lot 6 : Analyse de la menace

Chaque lot constitue un marché.

Chaque lot est examiné individuellement et sera attribué à un seul titulaire.

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots.

ATTENTION : Dans l'hypothèse où le candidat souhaitait soumissionner à plusieurs lots, il devra impérativement présenter une offre par lot, en soumettant un acte d'engagement (avec l'annexe DPGF dûment complété pour chaque lot) et une proposition financière et technique complète pour chacun des lots concernés.

3-2- Variante

3-2-1 Variantes alternatives

Les variantes alternatives à l'initiative des candidats ne sont pas admises dans le cadre de la présente consultation.

3-2-2 Variantes pour prestations supplémentaires éventuelles (VPSE, PSE ou options)

Les marchés susvisés ne comprennent pas de prestations supplémentaires éventuelles à réponse obligatoire.

Les candidats sont libres de proposer les variantes pour prestations supplémentaires éventuelles qu'ils jugeraient nécessaires et devront les chiffrer de manière séparée de l'offre de base, par exemple en les intégrant à l'annexe de décomposition du prix global forfaitaire. Celles-ci ne seront pas prises en compte pour l'analyse des offres à périmètre égal.

3-3- Visite des lieux

Non concerné.

3-4- Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement à 30 jours maximum.

3-5- Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

3-6- Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux cahiers des clauses particulières (administratives et techniques).

3-7- Modification de détail au dossier de consultation

L'Université de Rennes se réserve le droit d'apporter au plus tard cinq (5) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Affaire 2025023PAS - Prestation de conception de formations continues et micro-certifications en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité (CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3-8- Nomenclature communautaire pertinente

Les références à la nomenclature européenne « Vocabulaire Commun aux marchés publics » [Code CPV] associées à la présente consultation et aux marchés susvisés sont les suivantes :

Pour tous les lots : 80530000-8 Services de formation professionnelle
Pour tous les lots : 80533100-0 Services de formation informatique
Pour tous les lots : 80300000-7 Services d'enseignement supérieur
Pour tous les lots : 80510000-2 Services de formations spécialisées
Pour tous les lots : 80520000-5 Installations de formation

3-9- Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces mises à disposition du candidat) comprend les documents suivants :

- l'Acte d'Engagement (A.E.) ;
- l'Annexe N° 1 à l'Acte d'Engagement : Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- le Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes N° 1-2-3-4 ;
- la Lettre de Candidature modèle DC1 à renseigner par les candidats ;
- la Déclaration du Candidat modèle DC2 à renseigner par les candidats.

Le dossier de consultation est accessible sur la plateforme ci-après : www.marches-publics.gouv.fr

3-10- Marché complémentaire pour la réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, les marchés susvisés pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du marché susvisé sur la base d'un descriptif technique des fournitures à livrer ou des prestations à réaliser ;
- remise par l'attributaire du marché susvisé d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par l'acheteur ;
- les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant dans le C.C.A.P. N° 2025023PAS.

Ce marché de fournitures et/ou de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du marché susvisé.

Article 4 – Durée - Délais d'exécution ou de livraison

Le marché prend effet à compter de sa notification

La durée du marché est estimée entre trois et six mois et avec une durée maximale d'un an, conformément au C.C.A.P. et CCTP N° 2025023PAS.

Article 5 - Délais de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions à l'article 6 du présent règlement.

Article 6 - Présentation des propositions

6-1- Date et heure limites de remise des offres

MERCREDI 2 JUILLET 2025 À 11H30 (HEURE DE PARIS)

NOTA : Les dossiers de soumission des candidats qui seraient remis, ou qui seraient parvenus après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas admis lors de la phase d'ouverture des plis.

Affaire 2025023PAS - Prestation de conception de formations continues et micro-certifications en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité (CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)

La remise des offres devra être effectuée de manière totalement dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement suffisant de manière à anticiper les aléas techniques et/ou de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et des offres. Nous vous conseillons vivement de tester dans un délai suffisant, (au moins la veille de la date limite de remise des offres) vos applications de versement de fichiers. En cas de difficultés, vous pouvez nous contacter par mail (achats@listes.univ-rennes1.fr) ou par téléphone (02.23.23.36.70).

6-2- Documents à produire

PIÈCES DE LA CANDIDATURE :

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les candidats concernés par les articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par la Commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 (Plus de renseignements : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp>). Si le candidat présente sa candidature sous la forme d'un DUME, ce dernier devra être rédigé en français.

Conformément aux dispositions en vigueur à compter du 01/04/18 pour les acheteurs publics, l'Université de Rennes acceptera le DUME transmis par voie électronique (eDUME) à partir de la plateforme des marchés « PLACE », le mode de candidature décrit ci-après demeurant malgré tout utilisable.

Sauf en cas de remise d'une candidature par DUME, les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

- Lettre de candidature et le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses co-traitants en cas de groupement (formulaire DC1 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation) ;
- Déclaration des candidats aux marchés de l'Etat (formulaire DC2 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation), avec notamment le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois dernières années ;

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
- Le Pouvoir habilitant le signataire à engager la société candidate ;
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du code de la commande publique : la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Une Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Une présentation de son entreprise, notamment en ce qui concerne son organisation, une présentation des activités de l'entreprise ;
- Une Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Un dossier de références de prestations comparables au marché qui met en évidence l'expérience du candidat sur les marchés de même type, au titre des trois (3) dernières années auprès de clients équivalents années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution et précisent si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Les certificats de qualifications et/ou de qualité relatifs aux prestations susvisées. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

*Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières **d'autres opérateurs économiques** sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.*

Lors de l'examen des candidatures, conformément aux articles R.2144-1 et R.2144-2 du code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus étaient manquantes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours.

PIECES DE L'OFFRE DU CANDIDAT :

Le dossier à remettre par chaque candidat doit comporter un projet de marché comprenant :

- Un Dossier technique ou mémoire méthodologique relatifs à l'exécution des prestations, intégrant les délais de mise en oeuvre. Celui-ci devra respecter la trame présentée dans l'Annexe_4_Trame-réponse-AO_CyberSkills4All intégré au dossier de consultation ;
- Moyens humains : composition de(s) l'équipe(s) dédiée(s) à la réalisation des prestations du marché (nombre d'intervenants et rôle, expériences (joindre les CV), et qualifications et habilitation des intervenants ;
- Une présentation des objectifs pédagogiques, avec la durée totale de chaque module proposé, la liste et les durées des unités d'apprentissage contenues dans chaque module proposé,
- Des exemples de livrables ou de modules déjà réalisés ;
- Un Acte d'engagement fourni au présent dossier renseigné par le candidat accompagné d'un relevé d'identité bancaire ;
- L'Annexe 1 « Décomposition du Prix Global Forfaitaire » dûment complétée par le candidat ;
- Une offre de prix soumise par le candidat sous la forme d'un devis détaillé.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation contraire aux dispositions des pièces contractuelles du marché est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent marché.

6-3- Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

6-4- Unité monétaire

L'acheteur public conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

6-5- Modalité de la remise des plis de manière dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique, la personne publique **impose** la transmission des offres par voie électronique suivant les dispositions ci-après.

Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE EST FACULTATIVE ET N'EST PAS EXIGÉE dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.

Les offres (fichiers) seront déposées sur la Plate-forme des achats de l'État [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr « un guide utilisateur entreprise » ainsi qu'un dossier d'auto-formation téléchargeables qui précisent les conditions d'utilisation de la place de marché interministérielle : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, et notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Accompagnement et Assistance technique :

- Le service de support technique est ouvert de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés (par système de ticket).
- Des consultations de tests sont disponibles dans l'onglet : « se préparer à répondre » ;
- Des guides d'utilisation et modules d'autoformation sont disponibles dans le menu Aide.

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée au présent Règlement de Consultation.

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",

Les fichiers de type bordereaux des prix unitaires à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Suivant les dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE », à l'adresse suivante :

Université de Rennes
Pôle des Achats
2, Rue du Thabor - CS 46510
35 065 RENNES Cedex

En indiquant sur le pli le numéro de dossier : 2025023PAS et NE PAS OUVRIR Marché Public.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.

La notification du marché se fait par voie électronique. La personne publique contactera le candidat déclarée attributaire de manière écrite, afin que celui-ci lui remette les documents demandés et pièces contractuelles dûment signées électroniquement, permettant la notification du marché.

Article 7 - Modalités de réponse

Le dossier soumis par le candidat doit comprendre les documents de la candidature et ceux relatifs à l'offre technique et commerciale.

Le candidat qui soumissionne en groupement d'entreprises, avec un sous-traitant, doit remettre les pièces de candidature demandées à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Le candidat étranger doit remettre les pièces de candidature demandées à l'article 6 du présent règlement de la consultation. Le candidat doit impérativement joindre les pièces relatives à l'offre demandées à l'article 6 du présent règlement de consultation.

Article 8 - Jugement des propositions

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, l'analyse des propositions soumises par les candidats donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour l'appréciation des candidatures sont les garanties et capacités techniques et financières ainsi que la capacité professionnelle.

Suite à cette analyse, pourront être éliminés :

- les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du ou des marchés seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la partie candidature de l'offre.

Affaire 2025023PAS - Prestation de conception de formations continues et micro-certifications en mode distanciel sur plusieurs domaines de la cybersécurité (CMA CyberSkills4All, Université de Rennes)

Le jugement et le classement des offres sera effectué suivant les dispositions prévues aux articles L.2152-7, L.2152-8, R.2152-6 et R.2152-7 du Code de la commande publique au moyen des critères hiérarchisés suivants :

- **CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES**

N° d'ordre	Critère de jugement	Pondération sur 100	
1	Qualité de l'offre Sous-critère 1 : Qualité des livrables, modalités de la prestation, qualité de l'équipe dédiée, durée de la prestation proposées Sous-critère 2 : Qualité pédagogique et scientifique	20 30	50
2	Prix des prestations (suivant la D.P.G.F.)		30
3	Délai de livraison formations et teaser		10
4	Service Après-Vente proposé		5
5	Actions mises en œuvre pour le respect des considérations de cybersécurité souveraine		5

- **NÉGOCIATION :**

Pendant la phase d'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations de manière écrite avec les candidats les mieux-disants, ou d'attribuer le ou les marchés sans négociation, sur la base des offres initiales soumises par les candidats, en application de l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

CES NÉGOCIATIONS POURRONT PORTER À LA FOIS SUR L'OFFRE TECHNIQUE ET SUR L'OFFRE FINANCIÈRE DU CANDIDAT.

- **AUDITIONS :**

Pendant la phase d'analyse des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des auditions avec les candidats les mieux-disants. Le mode opératoire leur sera précisé le cas échéant.

- **MODALITES D'ATTRIBUTION :**

Le marché est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note pour l'ensemble des critères susmentionnés, sous réserve qu'il produise les pièces contractuelles dûment signées ainsi que les pièces prévues au 2° de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, et notamment les pièces suivantes :

- L'état annuel des certificats reçus (NOTI2) à fournir par les candidats (hors dispositif DUME) ;
- Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Une Attestation assurance Responsabilité Civile en cours de validité ;

La personne publique contactera le candidat déclarée attributaire de manière écrite, afin que celui-ci lui remette les documents demandés et pièces contractuelles dûment contresignées électroniquement, permettant la notification du marché.

Article 9 - Litiges

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES
Hôtel de Bizien 3, Contour de la Motte - CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 - Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 - Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Les voies de recours contentieux ouvertes aux candidats sont les suivantes (liste non limitative) :

- Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
- Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

Article 10 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**, une demande formulée exclusivement par écrit par la plateforme « PLACE ».

Suite aux demandes de précisions dûment adressées par écrit, une synthèse des réponses sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant été identifiés et destinataires du dossier de consultation, notifiée par la plateforme de dématérialisation « PLACE ».

Fait à L'UNIVERSITE DE RENNES le 06/06/2025
Document établi par le Pôle des Achats
Par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes